

**Retour à Bangui quarante ans après.
Le Centrafrique après une décennie de crise.
Yves Boulvert
Académie des Sciences d’Outre-Mer : 7 janvier 2005**

Article paru dans Mondes et Cultures (compte-rendu annuel des travaux de l’Académie des Sciences d’Outre-mer), to. LXV, 2005, volume 1, p.24-47

Il y a un an, j’essayais de vous présenter l’état de la Guinée, à la veille des élections présidentielles. Aujourd’hui, je voudrais vous parler d’un pays d’Afrique centrale, moins bien doté par la nature, le Centrafrique, également à la veille d’une élection présidentielle. C’est un pays que je suis de près, depuis 40 ans pour y avoir vécu une vingtaine d’années comme chercheur de 1964 à 1977 puis en tant que responsable ORSTOM, devenu IRD, de 1984 à 1990.

En septembre 2002, j’ai publié dans « *La Géographie* » un article intitulé : « *Le Centrafrique au seuil du troisième millénaire. Essai synthétique de géographie physique, économique et humaine. Bilan.* ». Je ne vais pas reprendre cette synthèse, notamment je ne traiterai pas du milieu naturel centrafricain, sur lequel j’ai spécifiquement travaillé et pour lequel je renvoie à mes ouvrages, articles et cartes. Ayant quitté le pays en 1990, il m’est apparu souhaitable de revenir en Centrafrique au sortir d’une décennie de crises militaro-politiques, grèves, mutineries, rivalités diverses. Ces crises à répétition ont pratiquement ruiné ce malheureux pays qui souhaite pouvoir enfin vivre en paix. Début novembre 2004, je me suis donc rendu pour une semaine à Bangui en vue de revoir la capitale, ses habitants, d’actualiser mes données et aussi de refaire les excursions classiques au nord vers les chutes de Boali, au sud vers Mbaïki-Boukoko et la forêt dense humide.

Il n’est pas facile de circuler en Centrafrique. Dans ses fiches « *conseils aux voyageurs* », le Ministère des Affaires Etrangères déconseille l’ensemble du territoire centrafricain, à l’exception du sud-ouest forestier. En outre, à l’approche du territoire centrafricain, l’hôtesse Air France signale qu’il est interdit de prendre des photos de la capitale que ce soit en vol ou au sol, afin de ne pas risquer d’être accusé d’espionnage.

Quelques données de base

Avant tout, le Centrafrique est un pays enclavé au cœur du continent africain ; c’est dans l’est du pays que se situe le secteur le plus éloigné (1750 kilomètres à vol d’oiseau) de tout accès maritime. Selon sa fiche signalétique, la RCA couvre 623 000 km² avec une population, estimée par la Banque Mondiale à 3,9 millions d’habitants dont 43,1% ont moins de quinze ans, soit une densité faible de 6 habitants au km². L’indicateur de développement humain a notablement baissé passant de 0,379 en 1990 à 0,361 en 2004, ce qui classe la RCA à la 169^{ème} place sur 177 (à comparer avec la Guinée qui ne fait guère mieux : 160^{ème}).

Rappel historique et situation politique

La République Centrafricaine a eu le malheur de perdre en 1959, dans un drame de l’aviation, son président-fondateur, Barthélémy Boganda, le seul à avoir une expérience politique, en tant que député durant 12 ans, à l’Assemblée Nationale française. Après l’Indépendance accordée en 1960, le pays a connu cinq présidents dont trois militaires

parvenus au pouvoir à la suite d'un coup de force. Le président David Dacko, un Mbaka du sud comme Boganda, fut renversé à la Saint-Sylvestre 1966 par l'un de ses parents, Mbaka également, le colonel Bokassa qui s'autoproclama général, maréchal puis empereur, déconsidérant son pays à l'extérieur par ses extravagances. La RCA en garde le souvenir d'un bâtisseur, tandis que la pseudo-réforme agraire de 1970 marque le début de la décroissance économique du pays avec la fermeture des stations agronomiques franco-centrafricaines.

Ramené au pouvoir par la France en 1979, D. Dacko dut céder la place en 1982 au général André Kolingba. Ce dernier, un Yakoma des rives de l'Oubangui, favorisa abusivement son ethnie ; on lui reproche beaucoup ce début de clivage ethnique. En 1992, des élections libres virent la victoire d'Ange-Félix Patassé, un Kaba du nord-ouest, qui favorisa les Centrafricains du Nord, au détriment des Yakomas, notamment ceux de l'ancienne garde présidentielle. Avec la crise économique retardant le versement des salaires et soldes, ce fut depuis 1996 une succession de mutineries, d'émeutes désorganisant le pays, jusqu'à la prise du pouvoir en mars 2003 par le général Bozizé, un Gbaya de Bossangoa au centre-nord. Dans une interview à Jeune Afrique-L'Intelligent (n°2286), il a relaté que, fils de gendarme, né en 1946, il fut formé à Bouar puis Fréjus avant d'être nommé par le Président Bokassa, général à 33 ans, « à la tête de l'armée de l'air ».

Les ethnies du nord étaient soutenues par le Tchad tandis que celles du fleuve l'étaient par des factions zaïroises, notamment celle de J.P. Bemba. Selon C. Braeckman (2003), ce dernier, fils d'un homme d'affaires de Kinshasa, ayant fait des études de droit et d'économie à Bruxelles, est devenu chef de faction, créant le Mouvement pour la Libération du Congo (MLC). Il a pris la tête de la rébellion de la province de l'Equateur qu'il s'est appropriée comme un « *Seigneur de la Guerre* ». Depuis 2002, il est devenu vice-président de la République Démocratique du Congo (RDC).

En Centrafrique, l'intervention de soldats étrangers, trop souvent pillards, voleurs et violeurs, a aggravé les dégâts. Alors que ce pays avait été terre d'accueil pour les réfugiés soudanais dans les années 60 et 80, une partie des populations centrafricaines a fui les troubles au sud du Tchad (il resterait 27 000 réfugiés) et nord-RDC. Des forces sécuritaires de la CEMAC¹ ont été déployées. Pour le moment, le pays est gouverné par le général Bozizé avec un CNT² en vue de préparer les prochaines élections présidentielles et législatives de février 2005.

Population centrafricaine

La population de la République Centrafricaine était estimée à 1 054 000 habitants en 1950. Le recensement officiel de 1975 donnait 2 054 610 habitants, celui de 1989 : 2 463 616 habitants. Le troisième prévu en 1998 n'a pu être effectué qu'en décembre 2003 dans des conditions difficiles, tous les réfugiés n'ayant pas regagné leurs demeures. Les résultats encore provisoires indiquent 3 151 072 habitants dont 37% d'urbains et 63% de ruraux. En réalité, il s'agit plutôt de « *rurbains* », la plupart des familles ayant conservé jardins et champs vivriers. Depuis 1988, l'accroissement du milieu urbain est proche de 30%. Les femmes représentent 50,2% de l'effectif total, avec une légère sous-représentation en milieu urbain, ce qui s'explique par l'exode rural des jeunes hommes.

La densité de population moyenne du pays est passée de 4 à 5,1 habitants au km². Les préfectures les plus peuplées s'observent dans le centre et dans l'ouest, mais seules la Lobaye (11,1) et l'Ouham-Pendé atteignent dix habitants au km². Un bon tiers du pays à l'est et au

¹ Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, remplaçant l'UDEAC (Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale).

² Conseil National de Transition

nord-est demeure au-dessous d'un habitant au km², notamment les préfectures de la Vakaga (0,8), du Haut-Mbomou (0,7), de la Haute-Kotto (0,4) et du Bamingui-Bangoran (0,4).

La densité de la capitale Bangui a doublé (7 939 hab./km²) par rapport à 1975 (3 777 hab./km²). Elle compte désormais 531 763 habitants contre 450 000 en 1988 ; avec sa banlieue proche Bimbo qui atteint désormais 114 086 habitants, elle constitue une agglomération de 646 000 habitants. Comme dans beaucoup de capitales africaines, la population de Bangui a décuplé depuis le milieu du XX^{ème} siècle ; malheureusement, le développement des infrastructures n'a pas suivi. Bangui, à elle seule, représente près des deux tiers de la population des dix premiers centres urbains, sachant que les huit suivants se situent entre 60 000 (cf. Berbérati : 59 414) et 25 000 habitants (cf. Bangassou : 24 447). On ne manque pas de relever l'accroissement de population des villes liées au diamant ou au bois (Berbérati, Carnot, Bria, Nola) face au déclin des villes cotonnières ou de garnison (Bambari, Bouar, Bossangoa).

Un des principaux buts et intérêts du recensement était de connaître « *l'effectif des Centrafricains en âge de voter par commune* », soit 1 522 799 électeurs potentiels âgés de 18 ans, 48,32% de la population. A noter l'écart de -11% avec le nombre d'électeurs inscrits en 1999 : 1 709 086 aux précédentes élections présidentielles ! Ces données confirment la jeunesse de la population : 51,68% des Centrafricains ont moins de 18 ans ! Désormais, bien peu de Centrafricains ont vécu à l'époque coloniale ! Les jeunes de 18 à 25 ans qui n'ont guère connu que le Président Patassé, représentent près de 15% du corps électoral. On relève que les régions dépeuplées, dites d'intérêt cynégétique de l'est et du nord-est, représentent moins de 10% des électeurs, ce qui malheureusement fournit une explication au désintérêt et au quasi abandon de ces préfectures.

Les indicateurs des Nations-Unies donnent pour le Centrafrique un taux de natalité de 38‰, de mortalité 18‰, l'accroissement naturel est estimé à 2% par an. L'indice synthétique de fécondité ISF est de 5,1 enfants par femme, le taux de mortalité infantile de 98‰, 4% ont plus de 65 ans. L'espérance de vie des hommes serait de 42 ans, celle des femmes de 46 ans.

La RCA, pays en marge du développement

La crise que subit ce pays est soulignée par un taux de croissance du PIB inférieur au taux de croissance démographique. Ce déclin économique se traduit par une baisse du niveau de vie de la population. Le PIB par habitant est passé de 470 US\$ en 1977 à 349 en 1995, puis à 265 en 2000, soit en parité de pouvoir d'achat (PPA) : 1 300 US\$ / habitant. On estime que 63% de Centrafricains vivent au-dessous du seuil de pauvreté. La part de l'éducation dans le budget de l'Etat s'est réduite à 10%, celle de la santé à 5 %.

Secteur primaire : la production agricole apparaît stagnante

En République centrafricaine, les cultures vivrières sont essentielles ; elles conditionnent la vie, parfois la survie. Lors de la campagne agricole 2002-2003, elles ont été estimées à 563 200 tonnes pour le manioc, base de l'alimentation centrafricaine, 127 800 tonnes pour les arachides, 113 000 tonnes pour le maïs, 52 300 tonnes pour le mil et le sorgho, 41 100 tonnes pour le sésame, 27 400 tonnes pour le riz-paddy et 26 800 tonnes pour les courges.

Le colonisateur français avait porté ses efforts sur les cultures de rentes en développant un réseau de stations de recherches agronomiques – remarquable à l'échelle du pays, en zone forestière Boukoko – près de Mbaïki : café, poivre, cola, géré par l'IFCC³, en zone d'élevage

³ Institut Français Café Cacao

sur les plateaux du Nord-Ouest : Bouar – IEMVT⁴, en zone cotonnière, l'IRCT⁵ avec Bambari, Bossangoa, Grimari ...

Coton

C'est à Félix Eboué – dont on vient de célébrer le quarantième anniversaire du décès – administrateur du Mbomou, à la lisière du Congo alors Belge, que l'on doit dans les années 30 l'introduction de la culture cotonnière. L'Oubangui-Chari fut la première colonie française productrice de coton. Très encadrée et concurrençant les cultures vivrières à l'arrivée des pluies, la culture du coton n'était pas très populaire. Trop humides et exposées aux parasites, les premières régions de cultures (Mbomou, Basse-Kotto) n'étaient pas les mieux adaptées. Aussi la culture cotonnière s'est-elle progressivement déplacée vers les régions du Nord-Ouest (Ouham, Ouham-Pendé) et surtout vers le Sud-Tchad et le Nord-Cameroun où le coton est à la source de la modernisation agricole. A titre d'exemple, en dépit d'expérimentations répétées, on ne compte en Centrafrique que 7% des exploitations utilisant la traction animale contre 41% au Tchad ; d'ailleurs ces quelques attelages ne s'observent guère que dans les préfectures frontalières par contamination d'exemples. Il en est de même pour le transport attelé : on dénombre 35 000 charrettes bovines au Tchad contre 300 en Centrafrique.

En Centrafrique, la campagne cotonnière de 1970-71 avait marqué un record avec 54 000 tonnes de coton-graine, mais la production était rapidement retombée, avec un rendement faible de l'ordre de 500 kg/ha. On se reportera utilement à ce sujet à l'étude de notre confrère J. Cantournet dans *Marchés Tropicaux* (1988). En 1994, la dévaluation du Franc CFA a fortement stimulé la production au Tchad et au Cameroun ; il n'en a rien été en Centrafrique. Ainsi, la campagne 2000-2001 a-t-elle fourni 25 000 tonnes de coton-graine en RCA contre 143 000 au Tchad et 225 000 au Cameroun avec un rendement double 1130 kg/ha contre 640 en RCA.

La succession, depuis 1996, de mutineries, grèves, affrontements armés dans le Nord et le Centre a complètement désorganisé la filière coton dans ce pays. Sur la dizaine d'usines d'égrenage autrefois, il n'en subsiste plus que deux à Bambari et Bossangoa, la plus récente Guiffa a disparu comme les autres. De même l'ancien grand centre d'administration et d'embarquement sur l'Oubangui à Bangui n'est plus qu'une ruine envahie par la végétation. Il en est de même pour l'UCATEX, seule usine de tissage du pays.

Depuis 2001-2002, les surfaces semées ont chuté de 92,5% passant de 48 170 ha à 3 070 ha ; la campagne 2003-04 a seulement fourni 6 086 tonnes de coton graine et 2 527 tonnes de coton fibre, soit un rendement à l'égrenage de 42,4%. Le prix en était de 578,6 FCFA/le kilo de coton-fibre. La CFDT française avait été conduite à se retirer de la Société cotonnière centrafricaine (SOCOCA) remplaçant l'UCCA. La SOCADETEX nationale qui lui a succédé n'a jamais pu payer aux paysans une partie de la campagne 2001-02 pourtant enlevée et vendue, soit 1,8 milliard FCFA. Depuis des années, les pistes rurales n'ont plus été entretenues. En 2004, la SOCADETEX qui ne dispose plus que de 15 camions, n'a pu démarrer la campagne cotonnière qu'en mars, après la réouverture de l'usine de Bossangoa, et n'a donc pu entièrement ramasser le coton, dont une partie a encore dû être stockée sur place avec les problèmes induits de conservation. Tout se passe comme si l'on voulait décourager le planteur. Rappelons que la filière coton fournissait pratiquement le seul revenu monétaire à 80 000 planteurs en savane, faisant vivre 800 000 personnes ! Le gouvernement espère une reprise l'an prochain en faisant venir des semences du Burkina Faso et surtout en privatisant la SOCADETEX, mais contactée, la société DAGRIS demande 51% des parts !

⁴ Institut d'Élevage et de Médecine Vétérinaire Tropicale

⁵ Institut de Recherche sur le coton et les Plantes Textiles

Café

La filière café (le *Coffea robusta* ayant succédé au *Coffea excelsa*) produisait 10 à 15 000 tonnes par campagne (11 800 en 2000). Les planteurs européens sont progressivement partis depuis vingt ou trente ans en raison de la crise du marché. Des plantations familiales leur ont succédé ; une structure d'encadrement, l'ADECAF, s'efforçait d'en faire assurer l'entretien ; trop souvent les planteurs ne semblant s'y intéresser qu'au moment de la récolte. Le volume cumulé de café marchand a porté sur 1927 tonnes en 2003 en raison des troubles et 3 593 tonnes en 2004 à 271 FCFA le kilo, dont seulement 41 FCFA pour le planteur. Là encore, on invoque les coûts prohibitifs des transports et le découragement des planteurs devant le faible niveau des cours et les difficultés de ramassage sur les pistes rurales. A noter qu'en raison de difficultés de vente sur le marché mondial pour des problèmes de qualité, le Soudan importe aujourd'hui à lui seul près des trois quarts du café centrafricain.

Tabac

En zone guinéenne, une filiale de la SEITA française, la FCAT, travaillant dans les régions de Berbérati et Zémio, produisait autrefois un tabac de cape renommé, dit « *fleur de savanes* ». La SCAT lui succéda, puis, en 1995, avec la participation d'une société hollandaise, ce fut la CETAC (Compagnie d'Exploitation de Tabac en Afrique Centrale), basée à Berbérati, qui avait à charge l'encadrement de la production, le traitement, le conditionnement et la commercialisation du tabac. Dans les campagnes 2002-2003, 156 tonnes de tabac de cape et 61 de coupe ont été produites par 1 507 planteurs pour un revenu net par planteur de 93 000 FCFA. Depuis le 17 mars 2003, la CETAC a suspendu ses activités et l'on ne dispose plus de données statistiques sur la filière. L'usine de cigarettes MANUCACIG a été détruite et pillée en 1996. Avec la SOCACIG, qui produit 9 millions de paquets de cigarettes par an, le groupe Bolloré voudrait relancer le tabac de cape en Centrafrique.

Palmier à huile

Il y a une trentaine d'années, à la suite de prospections pédologiques ORSTOM, le gouvernement centrafricain avait implanté une plantation industrielle de palmiers à huile, à 55 kilomètres au Sud-Ouest de Bangui : CENTRAPALM. J'ai visité la plantation qui est déjà vieillie, faute d'avoir renouvelé progressivement les palmiers, couverts d'épiphytes. La production en septembre 2004 est de 2 055 tonnes d'huile de palme et de 320 tonnes de palmistes. Selon un rapport d'expertise, il faut savoir que 20% de la production sont volés dans la plantation (le même problème s'est posé lorsque des exploitations familiales de café se sont développées à côté des plantations européennes) et qui plus est, la société, mal gérée, est très endettée ! Le gouvernement souhaiterait aujourd'hui la privatiser mais peine à trouver un repreneur. A Bangui, la société HUSACA a produit encore fin juin 2004 : 918 tonnes de savon de ménage mais elle ne produit plus d'huile d'arachide.

Sucre

En vue d'améliorer la balance commerciale, le gouvernement avait décidé d'implanter une plantation industrielle de canne à sucre au bord de la Ouaka, au Sud de Bambari. La production en 2002 avait été de 82 281 tonnes, celle de 2003, fut nulle en raison des événements politico-militaires et des difficultés financières de la SOGESCA (Société de Gestion des Sucrieries Centrafricaines). En octobre 2003, la société vinicole bordelaise CASTEL, déjà propriétaire de la brasserie MOCAF à Bangui, a racheté la SOGESCA, devenue SUCAF-RCA, car cette société est déjà propriétaire de plantations au Gabon. Le secteur sucre souffre de la concurrence déloyale des circuits informels parallèles : on peut

trouver chez les commerçants libanais du sucre brésilien meilleur marché que le sucre national !

Filière bois

Le colonel Guignonis, responsable des Eaux et Forêts dans les années 50-60 avait fait réaliser des inventaires forestiers qui ont permis l'attribution de permis aux sociétés forestières lorsque s'est avérée la surexploitation des forêts côtières. La filière bois est devenue aujourd'hui essentielle pour le pays. Des mesures d'assainissement ont été prises en avril 2003, le précédent gouvernement ayant attribué à certains de ses proches des facilités frauduleuses. En raison de la suppression des exportations *via* l'Oubangui vers le chemin de fer Brazzaville – Pointe Noire, toutes les exportations se font aujourd'hui par Douala, la Chine étant récemment devenue le premier importateur, selon un rapport de la Banque Centrale BEAC.

Les diverses taxes, s'ajoutant aux frais de transport élevés, font que l'on n'exploite qu'un ou deux arbres à l'hectare, 90% de la production sont représentés par seulement cinq essences végétales : le sapelli (*Entandrophragma cylindricum*) : 38%, l'ayous (*Triplochiton scleroxylon*) : 30%, l'iroko (*Chlorophora excelsa*) : 11%, l'aningre (*Aningeria sp.*) : 9% et le sipo (*Entandrophragma utile*) : 3%. La filière bois centrafricaine a régulièrement progressé jusqu'à son maximum de 702 994 m³ de grumes abattues en 2000. En dépit des troubles, en 2003 les 16 sociétés forestières ont produit 516 000 m³ de grumes, 68 000 m³ de sciages et 1 531 m³ de contreplaqués. Les exportations de grumes ont culminé en 2002 avec 330 811 m³ de grumes, suivis en 2003 de 57 917 m³ de sciages et de 863 m³ de contreplaqués. Il faut retenir qu'avec près de 7 milliards FCFA de taxes, le secteur forestier contribue pour près de 18% aux recettes de l'Etat, soit 50% des exportations, devançant désormais le secteur minier (diamant). En outre, il est devenu le premier employeur privé du pays avec 5 000 travailleurs permanents et autant de temporaires.

Elevage

Traditionnellement un petit élevage gravite autour des villages centrafricains. La BEAC estime ce cheptel en 2004 à 3 263 700 caprins, 272 000 ovins, 804 600 porcins et 4 971 900 volailles. Au début du XX^{ème} siècle, l'élevage était quasi inexistant en raison de la trypanosomiase due à la mouche tsé-tsé. Entre les deux guerres, le service de l'élevage encadra la venue d'éleveurs Peul-Mbororo avec leurs bovins, d'abord sur le plateau de Bouar-Bocaranga, puis sur ceux de Bambari-Alindao. On veillait alors à séparer agriculteurs et éleveurs pour éviter les tensions et aussi à ne pas amener le bétail dans la vaste zone d'intérêt cynégétique (ZIC) qui s'étend sur 270 000 km² au Nord-Est et à l'Est du pays afin d'éviter la propagation des épidémies, telle la peste bovine. En raison de la sécheresse des années 80, l'élevage s'est répandu vers le sud jusqu'à Mbaïki. Le cheptel bovin est estimé à 3 423 400 bovins et la production de viande à 4 446,7 tonnes sur les six premiers mois 2004.

L'élevage avec une organisation professionnelle active la FNEC (Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains) était considéré comme une remarquable réussite. La crise est venue : la taille moyenne d'un troupeau est tombée au-dessous de cinquante têtes contre cent vingt-cinq en 1990. Les éleveurs tendent à se sédentariser et à devenir des agro-éleveurs. Surtout, les pasteurs se plaignent de l'insécurité due aux coupeurs de route, les « *zaraguinas* », non seulement des vols de bétail mais du chantage avec enlèvements d'enfants. Certains éleveurs ont déjà reconduit leurs troupeaux au Cameroun.

Chasse

Le secteur de la chasse ne doit pas être oublié en Centrafrique. Descendant de chasseurs-cueilleurs, la plupart des Centrafricains préfèrent aux aléas des cultures de rente et

aujourd'hui de leur commercialisation, la liberté des grands espaces. La chasse leur fournit un apport protéinique important – la pêche étant très secondaire, sauf sur l'Oubangui et dans les lacs et rivières du Nord-Est. Dans sa thèse sur « *La chasse sportive en Afrique Centrale* », P.A. Roulet (2004) donne des chiffres significatifs : en Afrique Centrale, la part relative à la viande de chasse dans la consommation de protéines animales est de 55%, celle de la viande domestique et du poisson est de 45%. La consommation moyenne de gibier est de 2,1 kg par personne et par an, passant de 1,2 kg en savane à 3,3 en forêt-savane et 5,3 en forêt dense. On commercialiserait à Bangui 9500 tonnes par an de gibier dont 480 000 antilopes et 450 000 singes. Ce commerce informel, donc non taxé, dépasserait en valeur celui de l'abattage de bétail !

En RCA, aucun touriste de vision n'a été accueilli dans les anciens parcs du Nord-Est Manovo – Gounda - Saint-Floris depuis 1997. Dans la saison 2000-2001, il y eut une invasion massive de braconniers soudanais lourdement armés, et des accrochages sanglants. La grande majorité des 60 surveillants-pisteurs du Programme de Développement des Zones de Chasses Villageoises (PDZCV) a démissionné. Abandonnant tout le secteur frontalier du Tchad et du Soudan, les quelques sociétés de chasses subsistantes se sont repliées vers le Bamingui – Bangoran ou à l'extrémité Sud-Ouest du pays dans les secteurs Dzanga – Sangha en forêt dense dans lequel l'on peut voir le gorille de plaine, le chimpanzé, l'éléphant de forêt, mais aussi chasser le bongo, le potamochère ... Pour 14 jours de safari, le coût total par chasseur est estimé à 26 607 US\$ dont 50% sont conservés dans le pays. Les revenus générés par la grande chasse sportive se sont abaissés de 4,4 millions de \$ en 1989 à 1,4 en 97. Elles ont encore chuté de 213 à 154 millions FCFA de 2002 à 2003, année de crise. Bien sûr aujourd'hui, les quelques chasseurs fortunés sont uniquement transférés par petit avion, de même que les missions catholiques ont rejoint les missions protestantes dans la possession d'un avion pour les liaisons intérieures !

Mines et industrie

Mines

En Centrafrique, le cuirassement ferrugineux est généralisé, les itabirites de Bogoin et Bakala sont riches en fer, mais l'enclavement du pays, l'éloignement de la mer font que l'on ne peut y exploiter que des produits concentrés de haute valeur marchande. Les itabirites renferment un peu d'or mais les espoirs des années 80 sont retombés, la RCA ne produit guère que 5 kilo d'or par an. Si le prix du pétrole continuait à monter, l'uranium de Bakouma pourrait reprendre de l'intérêt en dépit des difficultés d'exploitation de ce gîte.

Filière diamant

La richesse minière du Centrafrique repose toujours sur le diamant depuis sa découverte en 1914 par le prospecteur L. Brustier. De 1931 à 1960, la production était le fait de sociétés concessionnaires. Depuis l'indépendance, le gouvernement favorise l'exploitation artisanale par ses concitoyens. On compte désormais 80 000 artisans-diamineurs, faisant vivre chacun 10 personnes soit 800 000 Centrafricains, autant que le faisait la filière coton. Il y a 5 bureaux d'achats et 328 collecteurs recensés de 11 nationalités, y compris des Mauritaniens et des Libanais. La production officielle de diamants bruts est en moyenne de 400 000 carats par an ; elle connut un pic dépassant 600 000 carats en 1968 et décroît quelque peu depuis 1996, en raison de l'insécurité généralisée : les chantiers miniers sont souvent établis loin de tout, notamment sur le plateau gréseux d'Ouadda. Le ravitaillement en vivres et carburant y est difficile et coûteux. Le VIH/Sida y est en progression inquiétante, les transports de fonds et de diamants s'effectuent bien sûr en avion. La Banque Mondiale évalue les pertes de recettes de l'Etat à 7 millions d'US\$ par an en raison de la fraude, estimée de 5 à 50% par an selon les

sources. Ainsi les importations de diamants bruts déclarés, à l'arrivée à la Bourse d'Anvers (source HRD), de provenance centrafricaine peuvent représenter le double des diamants bruts visés au Beccor de Bangui pour l'exportation. J. E. Teya, géologue, ancien Ministre des Mines qui fut pendant la dernière décennie expert diamantaire à Anvers, estime la fraude à 28% en confrontant les pourcentages en tailles et qualités vendus sur le marché à ceux connus à la production. On relève que les grosses pierres se font rares en RCA où l'on observe une baisse tendancielle du prix moyen au carat passé de 144 à 129 US\$/carat entre 1999 et 2003. En RCA, la charge fiscale totale est de 12%/carat contre 2 à 2,5% au Cameroun et au Congo qui vient d'être dénoncé par le « *Processus de Kimberley* ». Ce dernier tente de renforcer la traçabilité de la circulation des diamants qui ont trop souvent servi à alimenter en armes les conflits africains de la dernière décennie. Selon le gouvernement, « *plusieurs dizaines de milliers d'armes légères ... sont toujours en circulation sur le territoire et doivent être récupérées* ».

Pétrole

Initiés par les travaux géophysiques ORSTOM qui mirent en évidence l'anomalie de Doba, les travaux des sociétés pétrolières révélèrent qu'une succession de grands fossés d'effondrement crétacé reliait la ligne du Cameroun à Djibouti et à la Corne de l'Afrique : les fossés sud-tchadiens de Doba, Baké, Doseo se prolongent, *via* le seuil de Birao, vers les fossés soudanais du Bahr el Arab et du Bahr el Ghazal. La liaison entre les bassins tchadien et nilotique, si longtemps recherchée, se situerait en fait au nord Centrafrique. Si l'on devait trouver du pétrole en RCA, ce serait très probablement dans la région du lac Mamoun !

Industries manufacturières

Après les crises politico-militaires qui ont vu disparaître la plupart des usines cotonnières et la seule usine textile (UCATEX), il ne reste plus en RCA que six petites entreprises, la MOCAF-SODISCA (brasserie), l'HUSACA (huilerie d'arachide, savon), le CENTRAPALM (huilerie de palme), la SUCAF-RCA (sucrierie), la COLALU (articles ménagers et tôles en aluminium) et la SOCACIG (cigarettes). Aucun investissement n'est actuellement prévu dans ce secteur qui souffre de l'enclavement du pays, de l'étroitesse du marché intérieur avec l'effondrement de la consommation des ménages, faute de pouvoir d'achat et de la concurrence du secteur informel lié aux importations frauduleuses. Au 30 juin 2004, le chiffre d'affaires du secteur était de 7,5 milliards FCFA.

Energie électrique

La région de Bangui est alimentée en électricité par l'aménagement hydroélectrique des belles chutes de Boali, situées à 80 kilomètres au Nord-Ouest de la capitale. Vieux d'un demi-siècle déjà, le premier aménagement de Boali I a fourni au premier semestre 30 640 MWh ; il fut surmonté en 1976 d'un deuxième aménagement dit Boali II (*id.* 32 051 MWh). Le troisième aménagement Boali III, prévu au-dessus, à partir d'un barrage de retenue achevé en 1993, n'a toujours pas été installé, faute de moyens financiers pour acquérir deux groupes hydrauliques. La production thermique (140 MWh) est citée pour mémoire. Pour l'instant, l'ENERCA fonctionne, les coupures restent réduites mais les installations anciennes devraient être entièrement renouvelées ; le taux de pertes de distribution est estimé à 38%. L'on compte à peine 14 000 abonnés.

Il faudrait ajouter quelques groupes électrogènes dans les préfectures . Faut-il rappeler qu'à la fin des années 80, le président zaïrois Mobutu n'hésita pas à couper l'Oubangui, rivière internationale par laquelle s'opérait autrefois le transport du fret cotonnier depuis Ouango ? Un barrage hydro-électrique fut édifié sur le seuil de Mobaye. Maigre consolation, cette préfecture bénéficie du courant. Le taux d'accès à l'électricité reste toujours aussi faible

en Centrafrique, depuis l'Indépendance : 3%. A titre de comparaison, il est bon de mettre en regard la modeste capacité hydroélectrique centrafricaine de 18 Megawatts avec celle d'Inga en RDC que le groupe sud-africain ESKOM prévoit d'ici à 2010 de porter de 1 800 à 3 500 Mégawatts en développant des interconnexions géantes sur Bangui, Khartoum et Le Caire !

Eau potable et assainissement

En dépit de ses ressources en eau, la RCA est un des pays où le taux de couverture en eau potable et en assainissement reste faible. On l'estime à 22% en milieu urbain et à 34% en milieu rural, avec 2 500 points d'eau (sources aménagées, puits modernes, forages avec pompes). En ville le nombre d'abonnés payants reste également faible : il est passé de 9 000 en 2003 à 8 500 en 2004 par « *suppression de consommateurs indéclicats* », soit un chiffre d'affaires de 499 millions de FCFA. Le 7 et 8 décembre derniers, la distribution d'eau potable a été arrêtée à Bangui. Selon la Société d'Etat distribuant l'eau, la SODECA, cette situation avait pour origine une rupture de stocks du « *clarificateur* » dont la livraison depuis Douala avait été retardée. Selon certaines sources, le produit manquant aurait bien été livré mais revendu à des tiers par des responsables de la SODECA. Le Président les a limogés pour « *incompétence et défaillance notoires* ».

Consommation d'hydrocarbures

Les potentialités pétrolières du Nord-Est centrafricain demeurent hypothétiques. La RCA doit importer tout son carburant ce qui, avec le renchérissement des prix, pèse fortement sur sa balance commerciale. Il ne reste plus qu'un squelette de béton du siège de l'ancienne société pétrolière d'Etat PETROCA, privatisée sous le gouvernement Patassé qui possédait des parts dans la société privée TRANSOIL. Cette dernière a été dissoute après le changement gouvernemental de 2003 ; Total-Centrafrique est devenu l'unique opérateur. L'approvisionnement avait été fortement perturbé en 2003, l'instabilité politico-militaire n'ayant pas permis une rotation normale des barges fluviales depuis Brazzaville ou Kinshasa. Par contrat, 80% des livraisons doivent s'effectuer *via* l'Oubangui. L'approvisionnement s'est normalisé avec 22 440 m³ importés (d'une valeur de 6 348 millions FCFA au premier semestre), mais les stations-services de provinces demeurent mal approvisionnées.

Bâtiments et travaux publics

Bangui présente le triste spectacle de friches industrielles ou commerciales abandonnées, plus ou moins dissimulées sous une végétation exubérante ; surtout des chantiers de construction arrêtés, faute de financement, demeurent recouverts de bâches. Les sociétés internationales s'étant retirées, le secteur du BTP n'est plus représenté que par quatre sociétés locales (GER, SNCMBA, LE PREVOST et BAMELEC). La route Bangui-Boali a été réhabilitée, deux ponts sur la Lobaye et la Mbaéré faciliteront l'accès de la route dite du quatrième parallèle vers Berbérati et le Cameroun. Grevé de nids de poules – certains disent de « *nids d'autruche* » - multiples et profonds, le réseau routier de la capitale serait à reprendre, tout comme celui des pistes rurales. Pourtant la Coopération chinoise a préféré la réalisation – après l'hôpital de l'Amitié il y a vingt ans – d'un complexe sportif (Toungourafa) et d'un grand stade de 20 000 places d'un coût estimé de 11 milliards FCFA remplaçant l'ancien stade construit par la Yougoslavie il y a trente ans à peine, qui servit de cadre au couronnement impérial de 1977. A noter que l'on ne voit plus de traces de l'ancienne rivalité USA-URSS. Les Russes ont d'autres priorités que la RCA ; quant aux USA, ils annoncent seulement la réouverture de leur ambassade fermée ces dernières années. Seule la restauration d'un climat politique serein permettrait une reprise effective des investissements immobiliers ; il y a tant à faire !

Secteur tertiaire

Commerce général

Relativement à la désastreuse année 2003, la note de conjoncture de la BEAC (16/10/04) se réjouit de la reprise commerciale, notamment « *la vente de véhicules neufs* » : + 35% passant de 89 à 120 unités dont aucun poids lourd ! On y signale une concurrence déloyale du secteur informel : ainsi les véhicules immatriculés ont chuté de 21,6% soit 746 contre 951 véhicules en raison des contrôles douaniers ayant « *freiné les importations frauduleuses des véhicules de tourisme par le secteur informel* ». C'est, me semble-t-il, un secteur où il reste beaucoup à faire pour assainir la situation tant au niveau européen qu'africain. Le nombre de véhicules de tourisme qui circulent à Bangui sans plaques d'immatriculations, m'a semblé tout à fait anormal pour ne pas dire scandaleux ; on m'a assuré que ces véhicules, appartenant aux hommes du régime en place, sont intouchables.

Transports et transits

Transports fluviaux

L'étiage de l'Oubangui suspend plusieurs mois (de mars à mai souvent) le trafic fluvial. Avant de songer, comme on l'a évoqué devant nous, à de grands travaux alimentant le bassin du Tchad aux dépens du bassin du Congo, l'on pourrait penser à un barrage hydroélectrique sur des rapides en amont de Bangui pour alimenter l'Ouest du Centrafrique et régulariser le cours de l'Oubangui. Au premier semestre 2004, le trafic a porté sur 1 313 tonnes à l'importation (carburants essentiellement) et 1215 tonnes à l'exportation. Le trafic ne pourra vraiment reprendre qu'après désensablement du port de Brazzaville et rétablissement de la fiabilité de la voie ferrée de Pointe Noire.

On n'évoque jamais la sécurité des passagers transportés le plus souvent en surcharge sur le pont des barges. Si l'un des passagers tombe – un petit enfant par exemple, la barge ne s'arrête pas ! Au moins cinq naufrages se produisent chaque année sur l'Oubangui, les barges embarquant parfois la double du nombre prévu de passagers. Ainsi dans la nuit du 27 au 28 octobre 2004, une barge, partie de Mobaye avec 75 personnes, a chaviré lors d'une tornade, 25 personnes ont été portées disparues !

Trafic routier

Selon le BARC (Bureau d'Affrètement Routier Centrafricain), le tonnage de marchandises transportées au premier semestre 2004 s'élève à 150 433 tonnes, en baisse de 40% par rapport à 2002, sachant que : « *les données statistiques du premier trimestre 2003 ont été détruites lors des événements du 15 mars 2003* ». La BEAC reconnaît : « *Il persiste encore quelques poches d'insécurité, alimentées par le phénomène des coupeurs de routes qui gênent énormément la circulation routière intérieure* ».

J'ai personnellement parcouru plus de 300 000 kilomètres en Centrafrique entre 1964 et 1990, dormant en toute sécurité aussi bien en brousse que dans les villages. Depuis cette date, par contamination à partir de pays voisins (Soudan, Zaïre, Tchad, Congo et même Cameroun), s'est développé le problème des « *zaraguinas* » ou coupeurs de routes. Ce phénomène de société – retour aux attaques de diligence – n'est pas un épiphénomène mais un problème crucial pour les pays d'Afrique Centrale, d'autant plus pour un pays fragile comme le Centrafrique qui a été progressivement asphyxié. Ceux qui en ont les moyens peuvent circuler en avion mais les villages ne peuvent plus commercialiser librement leur production : cultures de rente mais également manioc, viande de chasse. Quelle peut être l'action de l'administration, des enseignants, des services de santé ... dans de telles conditions ?

Le gouvernement a répondu en multipliant les barrages au long des routes. J'en ai compté une douzaine entre Mbaïki et Boali, outre trois péages payants pour routes bitumées ! Les militaires, souvent en treillis, mais sans signes distinctifs (d'armes, de régiments, d'identification), somnolent sous les arbres au lieu de mener des opérations « *coups de poings* » contre les zaraguinas dont certains – dit-on, notamment dans la presse qui localise pourtant les villages dangereux – auraient partie liée avec les forces de sécurité.

Il est une réalité : tous les secteurs économiques expliquent une partie de leurs problèmes par les difficultés à circuler : mauvais entretien et racket. A titre d'exemple, citons une dépêche de l'AFP du 28 octobre où le correspondant de l'AFP et de RFI, Christian Panika, relate « *le calvaire des passagers du (taxi-bus) Berbérati-Bangui* ».

Sans parler de la vétusté du parc-automobile, il n'y a plus aujourd'hui d'organismes cotonnier, caféier ou tabacoles pour entretenir les pistes rurales. On se doute que certains villages situés au fond de pistes cul-de-sac doivent être très isolés. Autrefois, un bon moyen de se renseigner sur le trafic était de consulter les « *cahiers de Bac* » sur lesquels l'on

transcrivait son passage (immatriculation, provenance, destination, date) mais il n'y a plus de cahiers de Bac !

Trafic aérien

Il n'y a pas si longtemps, les vols se faisaient avec escale, soit depuis Paris : Nice ou Marseille – Tripoli – Ndjamena – Bangui – Brazzaville. Avec les rotations des « pétroliers », il y a toujours par semaine quatre vols Air-France Paris-Ndjamena dont un seul fait une escale intermédiaire à Bangui. Il n'y a plus aucun vol direct vers Brazzaville, l'ancienne capitale fédérale mais seulement quelques liaisons *via* Camair, Air Gabon ou Soudan Airway. Des pourparlers sont en cours entre la CEMAC et Royal Air Maroc pour un accord de partenariat sur le modèle de celui réalisé avec Air Sénégal. En attendant, pour rejoindre l'Afrique du Nord, orientale ou australe, mieux vaut toujours passer par Paris et/ou Londres. Ainsi le secteur se plaint du coût élevé du carburant et de la faible desserte de l'aéroport international Bangui-Mpoko : au premier semestre 2004, 18 097 passagers seulement ont été comptabilisés sur les vols internationaux !

Secteur des Télécommunications

La société d'Etat Socatel a d'importantes difficultés financières, notamment du fait des administrations qui ne règlent pas leurs factures. Telecom-plus a cessé ses activités en décembre 2003. En revanche, Telecel-Centrafrrique domine le marché ; il pourrait être concurrencé par un nouvel opérateur Nation-Link. La présence de cabines téléphoniques dans les rues de Bangui est une heureuse surprise, de même que la vogue de la téléphonie mobile, signe de modernité.

Il me faut insister sur une autre bonne surprise, comme l'avait été en 1985, la bonne tenue du procès de l'ancien président Bokassa. Tandis que sous le régime Bokassa, la censure, même sur le courrier privé, était omniprésente, les interdictions de journaux étrangers monnaie courante, la presse dans cette période de transition paraît être assez libre, se permettant de critiquer le gouvernement, les abus de pouvoir des civils et des hommes en uniforme, les rackets ... Mais elle ne touche que peu de lecteurs, à Bangui essentiellement ; en outre une question se pose : le gouvernement restera-t-il aussi tolérant après les élections ?

A titre d'exemples des audaces de la nouvelle presse centrafricaine, on peut citer un article intitulé : « *Les Centrafricains désormais prisonniers des ambitions de Kangara (l'actuel Président) et de son clan ... Les prétendus " révolutionnaires" se sont révélés à l'usure du pouvoir comme de véritables "marchands d'illusion" ... On ne s'improvise pas "un homme politique" ou "dirigeant politique" dans un pays où tout est à reconstruire, y compris l'idéal de vie démocratique ... Nos hommes politiques sont généralement des "aventuriers" sans formation politique, sans vocation et sans vision pour leur pays et pour leur peuple ...* ».

Notre confrère André Baccard a témoigné dans « *Les Martyrs de Bokassa* » du triste sort de ces prisonniers à la prison de Ngaragba dont l'un d'entre eux, le capitaine Gallo a laissé un émouvant témoignage « *N'garagba, maison des Morts* ». Si l'on en croit un article du « *Citoyen* » d'août 2004, les conditions matérielles de détention ne se sont guère améliorées.

Secteur hôtelier

Dominant les rapides de l'Oubangui sur un site superbe, l'ancien Safari hôtel avait été pillé en 1979. Il avait été refait par Sofitel mais la chaîne s'est récemment retirée et il est devenu « *Oubangui-Hôtel* ». Le chiffre d'affaire du secteur est de 507,3 millions FCFA, fin juin 2004, avec pratiquement quatre hôtels (Oubangui, Somba, National et Centre). Le faible taux d'occupation 38,2% est imputé « *à la rareté de la clientèle étrangère et à la non*

fréquentation du pays d'une manière générale ». Que pourrait-on dire des restaurants qui, en raison des troubles de 2002-2003 ont dû subir cinq mois consécutifs de couvre-feu !

Emploi

Le nombre d'agents de l'Etat s'était fortement accru après l'Indépendance : plus de 50% en six ans passant ainsi, entre 1973 et 1979, de 14 700 à 25 500 agents. En 1986, la pays a signé avec le FMI les premiers accords visant au rétablissement des grands équilibres macroéconomiques et financiers, tels que la retraite anticipée, le gel des salaires, le blocage de l'intégration des travailleurs dans la fonction publique alors que cette dernière était largement ouverte pour les premiers diplômés de l'Université. Tandis que l'on estime en Centrafrique qu'un salarié fait vivre dix personnes, il y aurait aujourd'hui dans le pays 24 000 salariés du public et bien moins dans le privé. Selon une note officielle, le nombre de salariés déclarés du secteur privé aurait chuté de 12,5% en un an passant de 8 261 à 7 204 personnes.

La plupart des employeurs européens de salariés d'entreprises, de commerce et de personnel domestique sont partis et n'ont guère été remplacés. A la suite des mutineries et incidents divers, la plupart des quelques usines cotonnières (Guiffa), textiles (UCATEX) ou diverses (MANUCACIG, SEPIA) ont été détruites et pillées. On sait qu'en Centrafrique, cela signifie plus de toits, ni de portes et fenêtres, rien qu'un squelette de béton. Le peuple centrafricain n'a pas réalisé qu'en détruisant l'outil de travail, le revenu salarial est aussitôt perdu et irrécupérable pour longtemps. L'employeur, étranger le plus souvent, s'est définitivement retiré. La masse salariale du secteur privé est passée de 6,2 milliards FCFA fin juin 2003 à 5,8 un an plus tard : soit une régression correspondant à 20% dans le secteur industriel.

Education – Enseignement

En 1965, le gouvernement centrafricain a voulu promouvoir l'éducation de base en la rendant obligatoire et gratuite. Quarante ans plus tard, dans ce pays dit francophone, le français compte toujours moins de 10% de locuteurs ; il est vrai que la Centrafrique dispose d'une langue véhiculaire devenue langue nationale, le Sango. L'alphabétisation en outre a parfois été hâtive et mise en place avec un personnel insuffisamment formé. Le gouvernement reconnaît « *l'inefficacité du système éducatif centrafricain* » à la suite de grèves à répétitions, de salaires impayés, d'années dites blanches. On ne peut que s'inquiéter de l'état de l'Université qui touche 1,4% des scolaires contre 25% à l'enseignement Secondaire. Le taux net de scolarisation est en baisse : tombé de 47,8% en 1988 à 42,9% en 2000, ceci avec de très fortes disparités géographiques : 84% des enfants sont scolarisés dans l'Ouest contre 8 et 4% dans les régions déshéritées du Nord-Est et Sud-Est centrafricain. Au niveau national, le Ministère estime la moyenne d'élèves par classe à 71 avec moins de 2 livres de lecture pour 11 élèves. Faute de personnel salarié payé, des bribes d'enseignement sont assurés par des vacataires peu qualifiés, parents d'élèves par exemple.

Santé

Considéré comme une priorité nationale, le secteur santé ne dépasse pas 10% du budget de l'Etat. Les infrastructures sanitaires sont très insuffisantes. A Bangui, subsistent l'hôpital communautaire et l'hôpital chinois de l'Amitié ; le grand hôpital central construit par la France, juste avant l'Indépendance en 1960, a dû être abandonné en dehors de l'annexe pédiatrique, alors qu'il n'avait pas un demi-siècle. Après enlèvement des portes et balustrades de bois, il ne reste que le squelette de béton. On n'ose penser à l'état des dispensaires de brousse; officiellement, « *les infrastructures sanitaires sont complètement dégradées voire détruites dans les zones de combat* ». Des hôpitaux récents comme ceux de Paoua et de Boguila, œuvres des coopérations allemande et américaine, demeureraient quasiment vides

faute de personnel et de moyens. Heureusement, l'Institut Pasteur fonctionne. La RCA compte une sage-femme pour 16 159 habitants, un médecin pour 21 342 habitants, un pharmacien diplômé pour 339 341 habitants.

Un phénomène nouveau est apparu avec les troubles, celui des enfants des rues. En 1999, une étude en avait décompté 2 684 ; il y en aurait plus de 6 000 aujourd'hui, surtout des garçons de 10-14 ans, non scolarisés.

L'impact du VIH/Sida est de plus en plus dramatique. Le taux de prévalence nationale n'a cessé de s'accroître passant de 2% en 1984 à 15% en 2002. Cette année-là, 240 000 Centrafricains étaient touchés : 100 000 hommes, 130 000 femmes et 10 000 enfants. Les 23 000 décès déclarés sont très sous-évalués. Selon un rapport ONU SIDA, le nombre d'orphelins du Sida estimé à 110 000, passerait entre 221 et 267 000 en 2015.

Le niveau de connaissance des modes de transmission et des moyens de prévention est particulièrement bas : moins de 2% en milieu rural. Les interprétations magico-religieuses dominent. La sécurité transfusionnelle n'est pas assurée. L'utilisation des préservatifs reste très limitée. Moins de 10% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut.

Conjoncture économique nationale

Le niveau de l'inflation s'est abaissé à 4,2% en 2003. A la suite d'accords avec le FMI et la Banque Mondiale, l'Etat cherche à se dégager d'environ 15 entreprises publiques dont la PETROCA (hydrocarbures) remplacée par TOTAL, l'ENERCA (électricité), la SOCATEL (Télécommunications) mais cette société accumule des dettes à l'étranger ainsi qu'un grand nombre de clients irrécouvrables, la CENTRAPALM est en cessation de paiement.

Fin septembre 2004, les recettes budgétaires se sont élevées à 41,2 milliards FCFA contre 54,2 milliards de dépenses engagées. A ce déficit de 13 milliards, s'ajoutent 4,8 milliards d'amortissement de la dette extérieure, sachant que l'encours de la Dette Extérieure Publique pourrait atteindre 103% du PIB, fin 2004. Le gouvernement a bénéficié de 2,6 milliards de dons – de la France notamment, et de prêts (1 milliard de la Chine), il se refuse d'assurer les dettes salariales d'avant son arrivée au pouvoir en mars 2003, mais voudrait assumer ses propres dettes. Les salaires publics se montent à 33 milliards de FCFA par an.

Les exportations ont quelque peu décliné mais le poids des importations s'est accru. Ce qui n'a rien de surprenant pour certains postes : carburant, ciment, farine (le pain est d'usage courant en ville), sel, est plus surprenant pour d'autres : arachides, sucre, riz.

En novembre 2004, le gouvernement a annoncé que, confronté à une très grave crise financière, il était incapable de payer les 75 milliards de FCFA d'arriérés exigés en octobre 2004 par ses 24 000 agents dont 21 500 titulaires ; les cinq confédérations syndicales ont appelé à de nouvelles grèves. C'est une boucle sans fin pour ne pas dire un gouffre sans fond. Le service public prend l'habitude d'un second métier et l'absentéisme s'aggrave.

Nous avons pu le constater nous-même en deux exemples très limités mais significatifs. Chacun en Centrafrique sait qu'il n'est pas prudent de confier son courrier à la poste ; il vaut mieux pour l'étranger le remettre à quelqu'un qui prend l'avion. C'est bien sûr un manque à gagner pour l'Etat dont on voit, parmi le service de la dette, qu'il doit 8 millions d'euros à la Poste française. L'émission de timbres est un privilège d'Etat. Il n'y a pas si longtemps, l'Agence Postale d'Outre-Mer (avenue de la Bourdonnais) vendait aux philatélistes les timbres d'Afrique francophone, mais il y a eu abus d'émissions douteuses. Désireux de me rendre au bureau philatélique de Bangui, je l'ai trouvé fermé. Passant devant le ministère des Eaux et Forêts, chasse, pêche et tourisme, j'ai décidé de prendre des renseignements touristiques. La pancarte n'avait pas été modifiée mais un ministère du tourisme a été créé et placé – Dieu sait pourquoi – dans le quartier populaire du Pk5 . Le temps de m'y rendre, à 15h30 le service était fermé. Un ministère spécifique est-il

indispensable dans un pays où le tourisme - si l'on en excepte les visites familiales - ne doit pas dépasser le millier de personnes ?

Etait-il bien judicieux de complexifier l'administration en doublant par exemple le nombre de sous-préfectures qui s'élève désormais à 79 sachant que la moins peuplée : Bambouti dans le Haut-Mbomou ne compte plus que 436 habitants (contre 1680 en 1988) ?

Les forces armées sont estimées à 2 550 hommes dont un millier de gendarmes. Ces forces comptent désormais un deuxième général d'Armée, l'actuel chef de l'Etat venant de s'autoproclamer par un décret qu'il a lui-même signé : il ne pouvait décemment pas se présenter aux élections avec un grade inférieur à son concurrent, le général André Kolingba, ancien président. Cette armée apparaît statique et mal encadrée lorsqu'on observe ses hommes au long des barrages routiers. La classe politique ne nous semble pas avoir pris suffisamment conscience de la gravité du problème causé par les « *zaraguinas* » ou coupeurs de route, auxquels on semble laisser l'impunité à moins qu'il n'y ait parfois compromissions. L'armée devrait rallier la population, car rien ne pourra se faire sans sa collaboration. C'est d'ailleurs son strict intérêt : un pays où l'on ne peut circuler librement, depuis plus de dix ans désormais, est un pays asphyxié. On l'a vu pour les cultures de rente. Des rallyes, comme Paris-Alger-Le Cap dans les années cinquante, sont aujourd'hui difficilement imaginables en Afrique Centrale. La lutte contre les « *zaraguinas* » se rattache à la lutte contre le terrorisme ; en effet, selon André Glucksman (2004), un terroriste se définit comme « *un homme armé qui agresse délibérément des êtres désarmés* ».

L'Etat centrafricain semble se laisser grignoter sur ses frontières sans réagir. Depuis l'Indépendance, les villages Lutos du Gribingui sont administrés par le Tchad. On a vu que l'on a laissé le Maréchal Mobutu construire un barrage hydroélectrique sur l'Oubangui, coupant ainsi la navigation saisonnière. Une piste camerounaise coupe du Centrafrique son point culminant théorique, le mont Ngaoui 1410 mètres. Entre Yubu et Ezo, les Soudanais ont pu construire, sur l'interfluve Congo-Nil, une route stratégique qui - pour des raisons pratiques - empiète sur le versant centrafricain. Entre les deux seuls postes-frontières avec le Soudan, Bambouti et Am-Dafok, distants de 700 kilomètres à vol d'oiseau, s'étend un « *no man's land* », base d'approvisionnement ou refuge en cas de guerre civile. Déjà en 1990, j'avais croisé des Soudanais sur le Haut Chinko à 120 kilomètres de leur frontière ! On a vu que les campements cynégétiques se sont retirés dans le Bamingui-Bangoran. La préfecture de la Vakaga est menacée par la contamination des troubles du Dar Four : le 19 novembre 2004, la préfecture de Birao a été attaquée de nuit « *par des individus armés venus du Soudan* », attaque faisant 16 victimes.

Il nous semble que la population, banguissoise notamment, attend trop d'un Etat qui n'a plus guère de moyens. En octobre 2004, fin de saison des pluies, les bas-fonds étaient engorgés, les fossés bouchés - d'ordures ménagères entre autres. Essayant de se rapprocher des masses, le Président Patassé avait aboli l'impôt de capitation, impopulaire et rapportant relativement peu. Pour ceux qui ne peuvent payer un impôt monétaire, et ils ne sont pas rares, ne serait-il pas possible de fournir à la communauté des journées de travail, sans aller jusqu'à un embrigadement à la chinoise ? Mais, bien que le travail forcé ait été aboli en 1945, les corvées ont toujours mauvaise réputation.

Qu'en est-il de la Coopération française sur place ? Le nombre de coopérants s'est progressivement réduit comme une peau de chagrin. Pendant les troubles, ceux-ci ne pouvaient sortir des limites urbaines. D'ailleurs, sauf à Mbaïki où un « *Volontaire International* » remplace les anciens VSN, tous sont basés à Bangui. L'ancien centre culturel français a été pillé ; il est remplacé par un orphelinat où une fondation, patronnée par l'épouse du président, a recueilli des victimes des troubles des années passées. En revanche, dans l'ancienne concession IGN, s'élèvent deux bâtiments neufs de l'Alliance française, l'un dédié à notre regretté confrère Pierre Kalck, spécialiste de l'Histoire centrafricaine, l'autre à notre

ami commun, Eric de Dampierre, qui a consacré son œuvre d'ethno-sociologue à l'ancien royaume Bandia : Nzakara et Zandé de l'Est centrafricain. Une autre bonne nouvelle : le lycée français a rouvert ses classes jusqu'à la Terminale.

Dans son discours du 14 juillet dernier, Monsieur Destouesse, Ambassadeur de France, s'en est réjoui. Rappelant ce qui n'allait pas dans le pays, il imaginait, sur le modèle du pasteur Luther King faisant un rêve, ce que pourrait être le 14 juillet 2005 si l'aboutissement du processus électoral était l'amorce d'un renouveau. Il nous apparaît à nouveau que la balkanisation de l'Afrique francophone est regrettable, le Centrafrique, dans l'état où il est, ne paraît pas viable. Il ne peut s'en sortir seul ; l'intégration poussée dans la CEMAC est une priorité pour ce malheureux pays que je me déssole d'avoir revu dans cet état et qui attriste nos confrères qui y ont vécu et l'ont aimé.

Mon propos paraîtra sans doute pessimiste, contrastant avec le Point de vue diffusé cette semaine par Jeune Afrique-L'Intelligent, sous le titre « *République Centrafricaine à l'heure des choix* ». Cette publi-information s'apparente à un catalogue de bonnes intentions ; on ne peut que former des vœux pour qu'elles se réalisent.

En guise d'appendice, je me sens obligé de dire un mot des prochaines échéances électorales, même si elles sont bien sûr de la seule responsabilité des électeurs centrafricains. Le 5 décembre dernier, la nouvelle Constitution de la République Centrafricaine, présentée par le président Bozizé et amendée par le Conseil National de Transition a été adoptée par plus de 80% des votants. Elle est de type présidentiel et a été promulguée le 27 décembre 2004. Elle doit être suivie dans les 90 jours des élections présidentielle et législatives.

Le dernier à se déclarer a été le chef de l'Etat mais sa candidature ne faisait aucun doute : il dispose des moyens de l'Etat. Parmi les quinze candidats déclarés, l'ancien président Ange-Félix Patassé, réfugié au Togo, et l'ex ministre de la Défense Jean-Jacques Démafouth, exilé en France, sont sous la menace de procès par contumace pour crimes et détournements de fonds. On retrouve également le vice-président Goumba, vétéran de la politique centrafricaine, à côté de l'ancien président André Kolingba, revenu d'exil, de l'ex Premier Ministre Jean-Paul Ngoupandé, récemment encore conseiller du président, ainsi que Martin Ziguélé, également ancien Premier Ministre d'A.F. Patassé.

On pouvait se dire qu'avec une telle dispersion des candidatures, l'élection du général Bozizé ne faisait pas de doute. La Cour Constitutionnelle de Transition, composée de neuf personnalités désignées, est entrée en fonction seulement le 3 décembre 2004. L'on peut légitimement s'étonner que, le 30 décembre dernier, elle n'ait validé que 5 candidatures, rejetant pour diverses raisons ou prétextes, celles d'A.F. Patassé, J.P. Ngoupandé, M. Ziguélé, J.J. Démafouth ... Bien sûr, les protestations n'ont pas manqué et le Conseil National de Transition a demandé la dissolution immédiate de la Cour Constitutionnelle. Voyant cette levée de boucliers, le président Bozizé a repêché le 4 janvier 2005 trois candidats : M. Ziguélé, J.P. Ngoupandé et C. Massi. Le lendemain, Me Tiangaye, président du CNT (Conseil National de transition), a rappelé que cette décision était sans portée juridique au nom du principe de la séparation des pouvoirs, tandis que les sept « *candidats récusés* » ont demandé la validation de toutes les candidatures agréées par la CEMI (Commission Electorale Mixte Indépendante). Là encore, affaire à suivre ...

Yves BOULVERT
7 janvier 2005

Quelques publications récentes traitant du Centrafrique

Banque des Etats de l'Afrique Centrale – Comité monétaire et financier de la République Centrafricaine : Note de conjoncture économique au 30 juin 2004 et perspectives de l'année 2004 – Séance du 16 octobre 2004. Deux parties de 15 et 9 pages avec annexes chiffrées.

Banque mondiale – Mission de consultation multi-bailleurs en Centrafrique. Revue du secteur minier centrafricain. Groupe thématique secteur minier. 15 février – 13 mars 2004.

PRASAC (Pôle régional de Recherche Appliquée au développement des Savanes d'Afrique Centrale), observatoire du développement. Laboratoire régional de géomatique, septembre 2001, Atlas : agriculture et développement rural des savanes d'Afrique centrale : Cameroun, RCA, Tchad. Coordinateur : C. Gounel, 114 p.

Résultats provisoires du RGPH 2003 – Ministère de l'Economie, du Plan, des Finances, du Budget et de la Coopération Internationale – Bureau central du Recensement, Bangui, mars 2004, 15 p. + annexes chiffrées. (RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitation en RCA).

Alexakis V., 2002 – Les mots étrangers, roman, Stock, Paris, 323 p.

Baccard A., 1987 – Les martyrs de Bokassa, L'histoire immédiate, Seuil, Paris, 352 p.

Beb-Deum, 2003 – Pk 12. Voyages en Centrafrique de Bangui aux Pygmées Aka, entre mutineries et coups d'Etat. Janvier 2000/Mars, Avril 2001, Ed. du Rouergue, non paginé.

Bennafla K., 2002 – Le commerce frontalier (acteurs, espaces, pratiques) en Afrique Centrale, Karthala, Paris, 368 p.

Bissengué Victor, 2004 – Contribution à l'histoire ancienne des Pygmées : l'exemple des Aka – Préface de Pierre Kalck. Collection Etudes africaines, Ed. L'Harmattan, Paris, 205 pages.

Boulvert Y., 2002 – Le Centrafrique au seuil du troisième millénaire. p. 46-68 *in* La Géographie – Acta Geographica, Paris, n°1506, sept. 2002.

Boulvert Y., 2004 – Jules Verne et le Centrafrique. p. 43-53 *in* La Géographie - Acta Geographica, Paris, n°1515, décembre 2004.

Braeckman C., 2003 – Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale. Fayard, Paris, 310 p.

Gallo T.J., 1988 – N'Garagba, maison des morts . Un prisonnier sous Bokassa. Mémoires africaines, L'Harmattan, Paris, 160 p.

Kalck Pierre, 2005 – Historical Dictionary of the Central African Republic. Translated by Xavier-Samuel Kalck. Historical Dictionaries of Africa, n° 93. The Scarecrow Press, Inc. Lanham, Maryland. Toronto. Oxford. 233 p.

Leaba O., 2001 – La crise centrafricaine de l'été 2001. p. 163-175 *in* Politique Africaine n° 84, décembre 2001 (l'auteur utilise un pseudonyme : « lè a ba » = « l'œil a vu » en sango).

Lestrade Claude, 2002 – Le buffle à cornes molles. Oubangui (1929-1931). D'après les souvenirs de Madame Jeanne Lestrade. Récit. Edit. du Petit-Véhicule, Nantes, 156 p.

Mallouhi N., 2002 – La culture du café en Centrafrique. Note de synthèse, Institut Centrafricain de la Recherche agronomique, 15 pages multigraphiées.

Ngoupandé J.P., 1997 – Chronique de la crise centrafricaine 1996-1997 – Le syndrome Barracuda. Etudes africaines, L'Harmattan, Paris, 285 pages.

Ngoupandé J.P., 2002 – L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé. Albin Michel, Paris, 399 p.

Ngoupandé J.P., 2003 – L'Afrique face à l'Islam. Les enjeux africains de la lutte contre le terrorisme. Albin Michel, Paris, 303 p.

Roulet P-A., 2004 – « Chasseur blanc, cœur noir ». La chasse sportive en Afrique Centrale. Thèse Université d'Orléans, 22/11/04, 566 p.

Sammy-Mackfof P., 2002 – Les illusions de Mongou, Sepia, Saint Maur-des-Fossés, 245 p.

Sammy-Mackfof P., 2003 – De l'Oubangui à La Rochelle ou le parcours d'un bataillon de marche, 18 juin 1940-18 juin 1945, L'Harmattan, 238 p.

Smith Stephen, 2005 – Atlas de l'Afrique : un continent jeune, révolté, marginalisé, Autrement, Paris, 80 p.

Dépêches de l'AFP, divers journaux français (Le Monde, Jeune Afrique, Marchés tropicaux ...) ou centrafricains (Le Citoyen, l'Hirondelle, Temps nouveaux ...).